

Flandre (154). L'exposé considérait la Flandre comme une entité administrative, avec comme chef-lieu Gand et comprenant douze *Gau*. Quatre de ces *Gau* se trouvaient hors des frontières de la partie flamande de la Belgique, notamment *Zeeland* et *Noord-Brabant* aux Pays-Bas et *Westland* et *Zuid-Vlaanderen* en France. Cette opinion était sujette à interprétation historique. En effet, *Noord-Brabant* et *Zeeland* appartiennent à ce qui autrefois aux Pays-Bas était appelé les *Generaliteitslanden*, c.à.d. les régions « situées en dessous du Moerdijk » qui ne furent reconquises aux Espagnols par les Provinces Réunies qu'au 17<sup>e</sup> siècle. On y voit également une analogie avec les plans d'annexion d'après la première Guerre Mondiale pour une Grande Belgique. Plus tard la *Landsleiding* eut également des visées sur le Limbourg Hollandais (155). En ce qui concerne *Zuid-Vlaanderen*, l'exposé s'inscrivait dans l'optique des visées maximalistes flamandes sur cette région (156). Le *Hauptsturmführer* Raf Van Hulse traita du statut futur de la jeunesse. Ayant été le chef de la *Hitlerjeugd Vlaanderen*, durant les derniers mois d'occupation allemande, il était normal qu'il continue de développer les plans qui existaient dans la *Hitlerjeugd*. En septembre des pourparlers avaient déjà eu lieu avec des membres des mouvements de jeunesse danois et néerlandais. Une organisation générale germanique pour la jeunesse serait créée. On prévoyait des échanges pour des camps de

- 
- (154) *Vortragsnotiz betr. Arbeiten des Landesleitung Flandern* de Wagner (novembre 1944). Le document a dû être rédigé dans les premiers jours de novembre, puisqu'il n'y est pas question du transfert de la *Landsleiding* vers Hildesheim et Aussig, qui eut lieu le 1er novembre 1944. Wagner note que le Dr. R. Van Roosbroeck présenta cet exposé. Le Dr. Van Roosbroeck ne s'en souvient pas. Il croit qu'il est peu probable qu'il ait fait un exposé sur ce sujet, puisqu'il fut chargé plus tard du groupe « Art et Culture ». Van Roosbroeck pense qu'il parla d'enseignement. Il trouve également assez peu probable qu'un *sinjoor*, tel que lui, ait envisagé de proposer Gand comme capitale de la Flandre.
- (155) JVDW tient à insister sur le fait qu'il ne s'agit ici — et cela vaut pour tout ce que la *Landsleiding* avait projeté — que de propositions qui devaient être discutées plus tard après la victoire finale ou après une paix de compromis en Occident et, si possible, réalisées. ED et RVR sont également de cet avis.
- (156) Les dernières discussions (d'après JVDW) avec les autorités allemandes donnèrent le résultat suivant pour la Flandre française : le néerlandais y jouirait d'un statut protégé, l'influence culturelle de la Flandre serait totale. L'enseignement serait, du moins pour une partie, influencé par et dans certains cas dirigé de Flandre. Dans cette première phase, il n'aurait pas encore été question d'annexion. La situation aurait été la même pour Bruxelles, mais un peu plus à l'avantage de la Flandre. Un gouverneur bilingue flamand devrait tout mettre en œuvre pour amener Bruxelles à la Flandre en l'influençant, par le biais de l'enseignement et de la culture. Cette communication de JVDW correspond en majeure partie aux notes de Krug von Nidda, rédigées le 5 décembre 1944 à l'occasion de la visite de Degrelle et Van de Wiele à Von Ribbentrop : « *Ungeachtet der Frage der künftigen territorialen Abgrenzung des flämischen Raumes durch Deutschland hat die Landesleitung schon jetzt ihre Wünsche hinsichtlich der Flamen in Nordfrankreich und in der Wallonie, hinsichtlich der Neufestlegung der Sprachengrenze, der Scheldemündung und vor allem hinsichtlich Brüssels, auf das Sie aus historischen Gründen unter keinen Umständen verzichten will, zum Ausdruck gebracht. Brüssel soll nach ihre Auffassung zunächst neutralisiert und durch einen flämischen Kommissar rückgermanisiert werden* ». (Sans compter le problème de la délimitation territoriale future par l'Allemagne de l'espace flamand, la *Landsleiding* a déjà exprimé ses souhaits à l'égard des Flamands dans le Nord de la France et en Wallonie, au sujet d'une nouvelle fixation de la frontière linguistique, de l'embouchure de l'Escaut et plus particulièrement de Bruxelles, qu'elle ne veut sacrifier sous aucune condition, en raison de considérations historiques. D'après elle, Bruxelles devra être momentanément neutralisé, et regermanisé par un commissaire flamand).

vacances et pour des cours de dirigeants. Les dirigeants des différents mouvements de jeunesse se réuniraient une fois par an pour examiner les problèmes germaniques communs de la jeunesse (157). Van Hulse avait dû prendre la direction de la *Hitlerjeugd Vlaanderen* en mai 1944, après être revenu du Front de l'Est où il avait servi en tant que correspondant de guerre. Avant son instruction dans les *Waffen-SS*, Van Hulse avait été *Standaardleider* de l'*Algemene SS-Vlaanderen* (158). Il fut désigné comme chef de la *Hitlerjeugd Vlaanderen* lorsqu'il apparut que ce mouvement de jeunesse était tout sauf flamand, de telle sorte que Van de Wiele avait dû insister pour que cette situation soit modifiée (159). Durant cette même réunion de la *Landsleiding* le major De Meulder parla de la position de l'armée flamande, qui devrait s'intégrer à la Wehrmacht allemande, tout en gardant un commandement propre (160). D'autres discours concernaient l'administration, la structure juridique, les soins de santé, l'enseignement, la culture et l'habitat rural. Tous les exposés avaient été discutés d'abord dans de petits groupes d'étude. Les résultats des discussions furent soumis à Van de Wiele, ensuite on rédigea des rapports qui furent présentés durant les réunions de la *Landsleiding* et rediscutés (161).

C'est ainsi que le groupe du Dr. Rob van Roosbroeck, qui était chargé de pouvoirs du *Landsleider* pour l'art et la culture, étudia notamment les points litigieux entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel (162). On avait opté finalement pour l'enseignement officiel, à une exception près : l'Université Catholique de Louvain pouvait continuer à exister (163). On discuta également de l'organisation des universités. Le résultat de ces discussions fut que le système belge serait maintenu dans ses grandes lignes, mais qu'il faudrait attacher plus d'importance au folklore. Durant les discussions au sujet de la diffusion des activités culturelles, il apparut que le système allemand de Chambre de Culture n'était pas souhaitable pour la Flandre (164).

En matière d'urbanisation, la *Landsleiding* avait proposé de créer, où cela s'avérait possible, des agglomérations. En d'autres mots, on voulait remplacer les villages construits en longueur, comme cela se faisait couramment en Flan-

(157) RVH. RVH devint le fondé de pouvoir de la *Landsleiding* pour les affaires de la jeunesse. (Voir *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945, *Kriegseinsatz der Vlaamsche Jeugd*). Également la lettre de RVH du 15 mars 1972. Les notes de Wagner concernant le statut de la jeunesse exposé par R. Van Hulse, semblent être exactes. Dans sa lettre du 15 mars 1972, R. Van Hulse confirme qu'il parla effectivement du statut de la jeunesse en Flandre. Il insiste toutefois sur le fait qu'il s'agissait d'un projet dès lors encore très succinct.

(158) *Tätigkeitsbericht Militärverwaltungschef*, n° 29 (GRMA, T. 501, R. 106, fr. 001059).

(159) *Idem*. Également A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 123-124, note 36.

(160) Major Jan de Meulder (1912 - à l'Oder 1945). Il était l'un des officiers du cercle « Lieutenant De Winde », constitué en 1941 à Lückenwald. Après sa libération, il s'engagea à la Garde Flamande, dont il devint le commandant en 1944. (Voir note du *Wedergoedmaking*, reçue le 3 janvier 1972, et la communication du *Wedergoedmaking* du 8 mars 1972).

(161) RVR ; ED.

(162) RVR.

(163) HJE.

(164) RVR.

dre, par des concentrations d'habitations autour du centre du village, afin de disposer de plus d'espace libre entre les agglomérations (165). Même les Allemands trouvaient que certaines propositions de la *Landsleiding*, bien qu'étudiées de façon approfondie, avaient parfois une origine peu pratique et professorale (166).

Le résultat final de la réunion du 26 octobre, fut la création au sein de la *Landsleiding* de quatre subdivisions (167). Van Roosbroeck assumait la direction d'un premier groupe : Culture et Enseignement (168). Ce groupe comptait quelques artistes et savants. L'ingénieur J. Haesaerts assumait la direction du groupe Technique (169). À l'origine Haesaerts avait été membre du groupe « Affaires sociales et Economie » sous la direction de E. Delvo (170). On croit savoir qu'Haesaerts avait déjà étudié systématiquement à Bad-Pyrmont tous les problèmes en matière de reconstruction du pays après la « libération » et avait déposé un plan bien élaboré (171).

Delvo assumait la direction du troisième groupe : « Affaires sociales et Economie ». C'était normal. En effet, dans l'optique du socialisme tel qu'il était conçu par Van de Wiele et ses collaborateurs, Delvo avait le plus d'expérience par sa fonction de dirigeant de l'U.T.M.I. (172). J. De Ridder, fonctionnaire de l'U.T.M.I., F.J. Hendriks, chef de l'Office National du Travail (O.N.T.) et J. De Meyer, collaborateur de la *De Vlag*, travaillaient avec Delvo. Le Dr. Van Bergen, qui fut chargé des finances, travaillait également dans le service de Delvo. Les premiers résultats des activités de ce groupe furent encore présentés à Bad Pyrmon. E. Delvo fit un exposé sur le socialisme sans distinction de classes et sur la justice sociale, basée sur les prestations des travailleurs. Pour l'avenir, Delvo prévoyait un Front du Travail d'après le modèle allemand, mais adapté aux réalités flamandes, auquel tous les travailleurs participeraient et qui serait basé sur l'unité de l'entreprise et de la région. Le prix à payer

(165) JVDW.

(166) Rapport de l'entretien de Diehl, représentant des Affaires Etrangères, avec Van de Wiele, le 13 janvier 1945 : « *Arbeit van de Wielees (sic) und seiner Mitarbeiter hinterlässt Eindruck sorgfältiger, überlegter Planung, die von Glaubigem getragen wird. Die der flämische Bewegung eigene, ebrenhafte, obt biedere Gesinnung hat sich erhalten. Bewegung hat allerdings auch Teilweise Kennzeichen ihrer Professoralen Herkunft aus dem Kreis der Belgischen Universitäten bewahrt* ». « Le travail de Van de Wiele et de ses collaborateurs donne l'impression d'être une étude soignée et réfléchie, inspirée par la foi. Les traits propres au mouvement flamand, honnêteté et loyauté, s'y manifestent. De toute façon, le mouvement a conservé partiellement les caractéristiques de son origine professorale et universitaire belge » (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(167) *Vortragsnotiz Wagner*, novembre 1944.

(168) RVR ; ED. Egalement note Krug von Nidda, 5 décembre 1944.

(169) Cfr. note 168.

(170) J. Haesaerts était ingénieur civil, diplômé de l'université de Gand. Il fut assistant du Prof. Magnel, avant de devenir en 1941, à l'âge de 39 ans, Commissaire à la reconstruction pour le Brabant (*Reconstruction*, n° 3, février 1941, p. 5). Pour les plans de reconstruction après la guerre, voir également *L'Avenir*, 16 mars 1945, *L'échevin des travaux publics de Bruxelles fait appel aux techniciens belges pour la reconstruction du pays*.

(171) ED. Egalement note ED, 25 avril 1972.

(172) JVDW ; ED. Egalement note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944.

pour chaque effort devrait être fixé de façon scientifique, afin que tout le monde puisse participer à ce socialisme. Le Front du Travail devrait conclure des accords avec le ministère du travail compétent, en vue de développer de plus en plus la prévoyance sociale. La vie sociale serait basée sur les principes qui étaient nés lors des travaux de la « réunion socio-scientifique européenne » à Bad-Salzbrunn en Silésie au courant du mois de mars 1944 (173).

Ces trois groupes avaient essentiellement une mission de préparation, il fallait effectuer un travail d'étude, afin de pouvoir se mettre à l'œuvre plus tard dans la Flandre « libérée ». En outre, il y avait un groupe chargé de missions pratiques : le groupe Administration (*Verwaltung*) dont la direction fut confiée à René Lagrou (174). A cette époque, Lagrou était *SS-Sturmbannführer* et il avait créé un bataillon de police, dont il était le commandant, avec les effectifs du *SS-Standarte Vlaanderen* qui s'étaient réfugiés en Allemagne. Le commandement effectif de l'unité, qui au fond n'était pas plus grande qu'une compagnie, était assumé par le *SS-Obersturmführer* R. Verbelen (175). Le groupe Administration (*Inneses*) comprenait en outre le Dr. Verdoodt, qui durant l'occupation était président du *Landspartijgerecht* de la *De Vlag*, commission disciplinaire du parti (176). Verdoodt devint le chargé de pouvoirs de la *Landsleiding* en matière juridique et fut comme tel chargé de l'enquête concernant les aspects juridiques des actes de la *Landsleiding*. Il devait en outre préparer l'appareil judiciaire de la nouvelle Flandre (177). Le *Vlaamsche Post* lança un avis dans ce sens le 5 novembre 1944 :

« Appel à tous les juristes flamands. Tous les magistrats, greffiers, etc. flamands, qui se trouvent en Allemagne sont instamment priés de faire connaître immédiatement leur adresse exacte au Dr. S. Verdoodt, Bankplatz 1 à Hildesheim (20) » (178).

On donna également des conseils. Le *Vlaamsche Post* publia ainsi un

- 
- (173) ED. Egalement note ED, 25 avril 1972. Voir également le texte de ED au sujet de cette réunion (photocopie conservée au Centre). Egalement FRANS DE CORT, *Het programma van het Europeesche Socialisme. Belangrijke vergadering der Sociale leiders uit gansch Europa*, dans *De Vlaamsche Post*, 22 avril 1944.
- (174) RVR. Egalement note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944. L'avocat René Lagrou fut un des fondateurs de la *SS-Vlaanderen* en août 1940. Après avoir été pendant quelque temps correspondant de guerre au front de l'Est, il disparut de la scène politique. En septembre 1944, il émigra en Allemagne. Il est toutefois curieux que Lagrou, d'après AS à qui il donna également le conseil de partir en Allemagne, se vantait qu'il rentrerait rapidement en Flandre, comme ministre de la Justice.
- (175) JF. Voir *De Vlaamsche Post*, 22 novembre 1944. « Bataillon de police. A partir du 15 novembre les Services berlinois de l'Etat-major sont transférés de la Umlandstr. 1, à la Regenburgerstr. 2, au 5ème étage, téléphone 25.55.69. Les inscriptions au cours de police sont encore acceptées. Le chargé de pouvoirs pour la police, *SS-Obersturmführer* Rob. Verbelen ».
- (176) Communication de F.J. Verdoodt. Déclaration du prof. H. Bernard, au procès Verbelen à Vienne, d'après le compte rendu de *La Libre Belgique* du 15 décembre 1965.
- (177) RVR. RVH se rappelle avoir étudié les conséquences du *Kriegseinsatz der Vlaamsche Jeugd* avec Verdoodt et Van de Wiele. Verdoodt était responsable des implications juridiques de ces dispositions. Le texte de cet appel se trouve dans le numéro de *Vlaanderen Vrij* du 1er mars 1945.
- (178) La *Landsleiding* aurait dû quitter Bad-Pyrmont le 1er novembre 1944.

communiqué de la « *Landsleiding Vlaanderen - Rechtskundige Dienst* » (service juridique), concernant « Ce que doit savoir tout travailleur I. Assistance juridique ». On y signalait la possibilité de remplacer tous les documents officiels par des déclarations sous serment, entre autres en vue de se marier (179). Ce même communiqué comprenait encore « II - Réparation et indemnisation des dommages », où il était dit qu'après avoir repris les « obligations de l'Etat belge à l'égard des anciens activistes de 14-18 et des déportés politiques de mai 40 » la *Landsleiding Vlaanderen* avait en outre décidé que « tous les dommages matériels subis par les nationaux-socialistes flamands à l'occasion de leur évacuation ou à l'occasion des mesures prises en Belgique occupée à l'égard de nos compatriotes, seraient remboursés. Cela vaut également pour nos travailleurs flamands du Reich. En temps utile, une nouvelle commission de dédommagement sera créée en vue de régler tous ces cas. En attendant les chefs de famille résidant en Allemagne et ayant dû abandonner leurs meubles, vêtements, etc... en Flandre, peuvent obtenir auprès de la *Landsleiding* les formulaires nécessaires en vue d'établir dès à présent l'inventaire de leurs biens meubles. La *Landsleiding* mettra également tout en œuvre pour que tous les évacués, et éventuellement les travailleurs, puissent occuper leur ancienne maison immédiatement après la libération de la Flandre. A cet égard les chefs de famille résidant en Allemagne doivent demander dès à présent le formulaire à l'adresse suivante : *Landsleiding Vlaanderen - Rechtskundige Dienst - Hildesheim (20) - Bankplatz 1* ». (180). Toujours au sein du groupe de Lagrou, Robert Verbelen, dont nous avons déjà parlé, fut chargé de la police (181).

Un dernier groupe, que nous n'avons pas encore mentionné, s'occupait essentiellement de propagande. Ce groupe siégea la plupart du temps à Berlin sous la direction de Pol Le Roy. Pol Le Roy avait assuré la direction de la section propagande de la *DeVlag* jusqu'en 1943, ensuite il était devenu le chef du service « Formation ». Après l'évacuation, il fut à nouveau chargé de la propagande en Allemagne. Avec l'aide d'une petite équipe, son adjoint Leo Poppe, A. Vandenberghe, bourgmestre d'Audenaerde durant l'occupation, et quelques autres, la propagande de la *Landsleiding*, fut relancée en Allemagne à partir du mois d'octobre. En outre, Le Roy était le représentant de la *Landsleiding* auprès de l'*Europäisches Propagandabureau* à Berlin-Lichtervelde où des Norvégiens, des Danois, des Wallons, des Hollandais, des Italiens, des Roumains et des Hongrois se retrouvaient pour propager l'idée européenne (182).

D'après ce que nous avons dit précédemment et avec toutes les restrictions d'usage quant aux sources utilisées, nous pouvons établir l'organigramme suivant pour la *Landsleiding* en décembre 1944 : (voir tableau). Toutefois ce n'était pas là une structure permanente. Des modifications pouvaient intervenir,

(179) Toutefois, A. Samijn, avocat réputé à Bruges, déconseillait, chaque fois qu'un cas similaire se présentait, de conclure un mariage dans la situation de l'époque en raison des conséquences juridiques incertaines.

(180) Coupure de presse non datée, prêtée par A. Coolen (voir note 80).

(181) Voir à ce sujet la note 175.

(182) ED ; JVDW ; PLR.

*Landseider*

Dr. Jef Van de Wiele

*Conseil Consultatif*

Président : C. Verschaeve

Membres : Dr. A. Borms

Prof. Dr. A. Jacobs

## ORGANISATION DE LA « LANDSLEIDING »

## → Groupes d'étude et de travail

## 1. Travail préparatoire

- a) Art et Enseignement : *chargé de pouvoirs* Prof. Dr. R. VAN ROOSBROECK + collaborateurs
- b) Affaires sociales : *chargé de pouvoirs* : E. DELVO (183)  
dans ce groupe : Dr. VAN BERGEN, plus tard *chargé de pouvoirs pour l'administration, les biens et les finances* (184)  
: J. DE RIDDER  
: F.J. HENDRIKS, e.a.
- c) Technique et reconstruction : Ir. J. HAESAERTS

## 2. Groupes de travail à missions immédiates

- a) Affaires intérieures - administration : Dr. Juris R. LAGROU  
dans ce groupe : Dr. Jr. S. VERDOODT, *chargé de pouvoirs pour la justice*  
: R. VERBELEN, *chargé de pouvoirs pour la police*
- b) Propagande : chef : P. LE ROY  
: adjoint : L. POPPE

## 3. Groupes de travail restreints

- Affaires de la jeunesse : *chargé de pouvoirs* : R. VAN HULSE (185)
- Service du travail : chef : R. VAN THILLO (186)
- Soins de santé : Dr. H. GRAVEZ (187)  
NSV, etc. (188)

→ Administration centrale, toujours fixée à Hildesheim (189)

→ Délégués des *Gau* de la *Landsleiding*

surtout lorsque la *Landsleiding* gouvernerait en Flandre. En effet, bien que les membres de la *Landsleiding* s'intitulaient parfois ironiquement « Monsieur le ministre » (190), rien n'était définitif. On espérait, du moins la plupart des membres, qu'un accord pourrait intervenir avec le Dr. Elias et le VNV, ce qui aurait évidemment impliqué une nouvelle répartition des tâches (191).

Le séjour à Bad-Pyrmont ne dura pas longtemps. Le 1<sup>er</sup> novembre déjà on dut évacuer le château. Cela se fit à contrecœur, comme il ressort des lettres de Van de Wiele le 8, et de Verschaeve le 11 novembre 1944, non pas que le confort y fût tant apprécié. Au contraire, les personnes qui étaient concernées par la *Landsleiding* devaient la plupart du temps passer la nuit dans des dortoirs. Les familles ne logeaient pas dans le château. Le bâtiment était froid en ces jours d'automne. La nourriture était rare et l'on ne pouvait se

- 
- (183) Delvo était également chargé des contacts avec le DAF et du contrôle de l'administration de la *Landsleiding* (ED).
- (184) « COMMUNIQUE IMPORTANT AUX PERSONNES QUI SONT EN POSSESSION DE BILLETS DE BANQUE BELGES. Les personnes qui sont encore en possession de billets de banque belges, sont priées de les déposer sans tarder dans une banque de devises et de nous faire parvenir une copie certifiée conforme de leur souche de dépôt. Cette opération devra être effectuée avant le 31 mars, date limite. Les personnes qui après cette date seront encore en possession de billets de banque belges seront susceptibles de poursuites pénales et ne pourront plus faire appel à une valorisation ultérieure de leurs biens, qui auront perdu toute valeur. p.o. *Landsleiding Vlaanderen*. Le chargé de pouvoirs pour la Gestion, les Biens et les Finances Dr. Van Bergen ». (*Vlaanderen Vrij*, 8 mars 1945). Une petite partie de la correspondance de l'administration de la *Landsleiding Vlaanderen*, Service des finances, a été conservée. Une lettre du 17 mars 1945 de la *Germanische Leitstelle* donne des informations concernant cette affaire. Sept lettres furent conservées qui traitent essentiellement des suppléments de solde pour les volontaires *Waffen-SS*. (Photocopies au Centre sous la référence A.G.D.G., VI(aamse) L(ands) L(eiding).
- (185) Voir *Kriegseinsatz der Vlaamsche Jeugd* avec mention *Raf van Hulse, chargé de pouvoir pour les affaires de la jeunesse*, dans *Vlaanderen Vrij* du 1er mars 1945.
- (186) R. Van Thillo était parti avec certains cadres du Service Volontaire du Travail flamand, dissous, en 1944 en Allemagne, où Van de Wiele instaura le service du travail obligatoire. Le 2 décembre 1944, Van Thillo et son homologue wallon Closset furent décorés de l'ordre de l'aigle allemand (*L'Avenir*, 3-4 décembre 1944). Concernant le service du travail en Allemagne, voir l'article *Van de spade naar het geweer. De Landsleider op bezoek bij de Vlaamsche Arbeidsdienstmannen*, dans *Vlaanderen Vrij* du 15 mars 1945. Egalement MATHIAS GEORG HAUPT, *Der «Arbeitsinsatz» der belgischen Bevölkerung während des zweiten Weltkrieges*, Bonn, Rheinische Friedrich Wilhelm-Universität, 1970, 238 p.
- (187) RVR, lettre du 10 mars 1972, sous toute réserve de RVR ; ED.
- (188) Note de Krug von Nida, 5 décembre 1944 : « Für Jugendfragen, Arbeitsdienst, Gesundheitswesen, NSV, flämische SS, Frauenschaft usw. bestehen weitere selbständige kleinere Arbeitsgruppen unter der Leitung bewährter Persönlichkeiten aus Kreisen der Deutsch-Flämische Arbeitsgemeinschaft und des Flämischen Nationalverbandes ». « Pour les questions de la jeunesse, du service de travail, des soins de santé, du NSV, des SS flamands, des organisations féminines, etc., il existe d'autres petits groupes de travail indépendants, sous la direction de personnalités compétentes des milieux de la *DeVlag* et du VNV ».
- (189) Voir *Vlaanderen Vrij*, 11/12 mars 1945, sous la rubrique des « Petites annonces » (*Kleine aankondigingen*), avis de décès d'un collaborateur de la délégation du *Gau Hessen-Nassau*, tué lors d'un bombardement, communiqué le 26 janvier 1945 par la *Landsleiding Vlaanderen*, Administration centrale, J... D..., Plv. Chef d'Etat-major.
- (190) RVR.
- (191) ED ; JVDW.

laver que dans les caves (192). Mais la *Landsleiding* pouvait s'y réunir. Les membres pouvaient s'y rencontrer quand ils le voulaient, ce qui pouvait provoquer des tensions et des heurts, suite aux différentes ambitions qui se rencontraient. Par moment cette situation devint intenable pour Verschaeve. Les intrigues ne lui plaisaient guère. C'est ainsi qu'il nota dans son journal :

« J'ai suffisamment connu la petitesse des gens. Là où il n'y a pas de grandeur d'idée, les auteurs de ces idées ne sont que des petites gens... La plupart ne pouvait pas cacher que leur travail n'était pas un travail pour l'avenir mais une chasse à l'avenir » (193).

Cela apparut également dans la lettre que Verschaeve adressa à Himmler et dans laquelle il insistait sur la nécessité d'un contact régulier pour pouvoir trouver ainsi un nouvel endroit où la *Landsleiding* pourrait se réunir. Il écrivait en effet : « *Sonst weiss ich nicht wie Herr Van de Wiele die ihm gegebene Aufgabe mit den ja schon wenigen Menschen von Format, die ihn umgeben, in guten Ende führen kann* » (\*1).

Le plus grand problème, provoqué par l'évacuation, était la dispersion de la *Landsleiding*. Même la lettre de Van de Wiele, dans laquelle il demandait de pouvoir disposer d'un endroit où tous ses collaborateurs pourraient se réunir, n'y fit rien : « *ich kümmerge mich weder um Schlösser noch um Katen, sondern suche einfach die Möglichkeit um weiterarbeiten zu können* » (\*2). Verschaeve et Borms et d'autres membres de la *Landsleiding* aboutirent dans les environs de Aussig (194), où le *Regierungspräsident* Krebs, *Alte Kämpfer* pour l'annexion des Sudètes et connaissant très bien le problème des nationalistes flamands (195), avait mis un château à leur disposition (196). Toutefois Borms partit pour Teplitz, où il suivit un traitement pour sa jambe (197), tandis que C. Verschaeve partit, sur invitation de Krebs, à Teschen-Bodenbach (198), et ensuite vers le château de Gross-Priessen, auprès de la famille du comte Chotek, où plus tard il rédigea sa lettre pour Himmler (199). Une autre partie de la *Landsleiding* aboutit à Hildesheim, où Lauterbacher mit une école à leur disposition (200). Toutefois ce déménagement provoqua une rupture dans les activités (201).

(192) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 174. ED ; AS ; RVR.

(193) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 524.

(\*1) « Sinon, je ne sais comment Van de Wiele pourrait mener sa mission à bonne fin avec les quelques personnes compétentes qui l'entourent ».

(\*2) « Peu m'importe vivre dans un château ou une chaumière, je ne demande qu'à pouvoir continuer mon travail ».

(194) L'actuel Usti nad Labem, en Tchécoslovaquie. ED.

(195) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 530-531.

(196) *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*. Également les lettres d'accompagnement de Spaarman, *SS-Hauptamt*, pour la lettre de Van de Wiele au Dr. R. Brandt (au Centre sous la référence BDC I, 10).

(197) Voir Borms, *een leven van liefde en trouw*, chapitre *Gods wegen*, p. 145. Teplitz s'appelle actuellement Teplice. C'était une station thermale dans le genre de Karlsbad (l'actuel Karlovy-Vary) et Marienbad (Mariánské Lázně).

(198) L'actuel Dečín.

(199) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 536-537.

(200) Voir note 193.

(201) « *Tatsächlich ist die Arbeit der Landesleitung im Monat November durch die Suche nach Unterkunft stark behindert worden* ». « En effet le travail de la *Landsleiding* a été gêné par la recherche de possibilités d'hébergement », dans *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*.

La réunion prévue pour le 16 novembre 1944 à Bad-Pyrmont (202) ne put de toute façon plus s'y tenir. Toutefois on tint une réunion en novembre à Potsdam, où l'on protesta vivement contre les bombardements d'Anvers par les V1, dont on avait eu des échos. La protestation qui émanait surtout de Verschaeve (203), fut appuyée par les autres membres de la *Landsleiding* (204). Aucune suite n'y fut donnée. Les bombardements continuèrent. La réunion suivante eut lieu à Aussig. A cette occasion, le *Landsleider* Van de Wiele envoya le 7 décembre le télégramme suivant à Himmler : « *Anlaesslich der ersten Sitzung der Landesleitung Flandern in Aussig im Sudetenland, wo Grenzvolk von Grenzvolk gleichen Schicksals und gleichen Blutes aufgenommen wurde, grüssen wir Sie, Reichsführer-SS und erneuern den felsenfesten Glauben an den Endsieg in Unerschuetterlicher Treue. Heil Hitler* » (205). Ce télégramme démontre clairement les sympathies des nationalistes flamands pour la lutte qu'avaient livrée les Sudètes allemands. Toutefois, Van de Wiele s'engageait sur une pente dangereuse en considérant les deux peuples comme des *Grenzvolke*. Alors que les Sudètes allemands s'étaient révoltés contre l'Etat tchèque pour pouvoir être annexés à l'Allemagne, le Nationalisme flamand cherchait quant à lui, dans sa lutte contre la Belgique, à obtenir une Flandre plus indépendante ou les Pays-Bas réunis. Et non pas, comme Van de Wiele le laisse paraître ici, une annexion à l'Allemagne. Ce texte pose incontestablement plusieurs points d'interrogation quant aux relations qui auraient pu exister, dans l'optique de Van de Wiele, entre la Flandre et l'Allemagne et entre la Flandre et le Reich germanique après la victoire.

Lors de cette réunion à Aussig E. Delvo donna les directives à suivre pour la politique économique (206). Pol Le Roy, dirigeant du secteur propagande de la *Landsleiding*, prit également la parole. Il attaqua violemment l'attitude des Allemands à l'égard de la Flandre. Ils ne pouvaient pas considérer les Flamands comme leurs esclaves. Les relations futures au sein du Reich germanique ne pourraient jamais être bonnes si les Allemands n'abandonnaient pas leur impérialisme. Le sentiment de supériorité des Allemands devait changer en une reconnaissance des aspirations nationalistes, ce qui était d'ailleurs un des principes de base du national-socialisme (207).

(202) *Vortragsnotiz Wagner*, novembre 1944.

(203) C. VERSCHAEVE, I, p. 809. « Je lis qu'ils bombardent Anvers. Dieu sait si notre tour tient encore debout ? Des soldats flamands m'écrivent : Dans ces conditions nous ne pouvons plus combattre aux côtés des Allemands ».

(204) RVR, 4 mars 1971.

(205) « A l'occasion de la première réunion de la *Landsleiding Vlaanderen* à Aussig dans les Sudètes, où un peuple frontalier fut accueilli par un autre peuple frontalier du même sang, connaissant le même sort, nous vous saluons RFSS et répétons notre foi inébranlable en la victoire finale. Heil Hitler ». *GRMA*, T. 175, R. 70, file 335.

(206) ED, note du 25 avril 1972.

(207) PLR. Voir également les opinions de Verschaeve, exprimées au cours de son discours d'ouverture à l'assemblée générale de la *Landsleiding* du 26 octobre 1944. PLR communique encore que Verschaeve était tout à fait d'accord avec le contenu de son exposé prononcé à Aussig. Le *Regierungspräsident* Krebs, en colère, aurait toutefois quitté la réunion à laquelle il assistait en tant que hôte après l'exposé de PLR.

Entretemps la position de *Landsleider* de Van de Wiele fut consolidée. Toutefois il n'y avait toujours pas de reconnaissance officielle. Lorsque Verschaeve avait envoyé sa lettre de doléances à Himmler, il avait souligné qu'une partie du sabotage envers la *Landsleiding* était due à l'absence de reconnaissance officielle: «*Könne eine offizielle Mitteilung nicht allen Gauleitern gemacht werden dass die Landesleitung Vlanderns wirklich von Ihnen gestiftet und als solche anerkannt werden soll?* » (\*). Le RFSS ne reconnut pas officiellement la *Landsleiding*, mais des pourparlers avec le *SS-Hauptamt* et avec le Ministère des Affaires étrangères aboutirent à une reconnaissance semi-officielle. Un accord financier fut conclu entre le Reich, représenté par l'*Auswärtiges Amt*, et Van de Wiele. Cet accord fut signé le 5 décembre 1944. Un accord similaire fut également conclu entre Degrelle et l'*Auswärtiges Amt* (208). Un crédit, dont le montant n'était pas fixé, fut accordé aux deux *Volksgruppenführer* (209). Le *SS-Sturmbannführer* Diederichsen, du *SS-Hauptamt*, *Germanische Leitstelle*, devait contrôler la comptabilité et disposait en tant que fondé de pouvoirs, tant de Degrelle que de Van de Wiele, du compte-crédit (210). Le remboursement des fonds mis à la disposition, devait s'effectuer lors de « la libération » de la Belgique. Une répartition des frais de mission de Degrelle et de Van de Wiele comme *Landsleider* en Allemagne, serait faite. La *Landsleiding* devrait rembourser toutes les dépenses, à l'exception des frais occasionnés par l'engagement au front de la division. Toutefois Van de Wiele escomptait que les Allemands liquideraient leur balance des paiements négative à l'égard de la Belgique après la guerre (211). Suite à l'accord de clearing du 2 août 1940 avec l'Allemagne, le IIIème Reich avait en effet près de 60 milliards de francs de dettes envers la Belgique en 1944 (212). En outre, le travail des Flamands employés en Allemagne n'était pas estimé à sa juste valeur. D'autre part, les travailleurs ne pouvaient envoyer leurs salaires à la maison, de telle sorte qu'un « capital flamand » se formait en Allemagne (213).

Le 15 décembre 1944 intervint enfin la reconnaissance officielle de la *Landsleiding*, non pas en tant que gouvernement, mais la possibilité de pouvoir agir en tant que *Träger einer belgischen Regierung* ne fut pas exclue par l'*Auswärtiges Amt* (214). Quoi qu'il en soit, le 15 décembre von Ribbentrop

(\*) « Ne pouvait-on communiquer officiellement à tous les *Gauleiter* que vous avez créé la *Landsleiding Vlaanderen* et qu'elle doit être reconnue comme telle ? »

(208) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 99.

(209) À l'origine un crédit de 3 millions de Reichsmark était prévu. Voir *Aufzeichnung betreffend kreditweise Bereitstellung von Reichsmitteln für den Chef der Wallonischen Volksgruppe Léon Degrelle*, 22 novembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(210) Tannenbergh, *Auswärtiges Amt, an SS-Sturmbannführer Diederichsen, Germ. Leitstelle*, 30 novembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(211) JVDW.

(212) J. GÉRARD-LIBOIS, J. GOTOVITCH, *L'an 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, p. 163.

(213) JVDW essaya encore de faire passer les salaires par la Suisse vers la Belgique par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Cette tentative échoua.

(214) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 100.

reçut Van de Wiele en sa qualité de « Chef du comité de Libération flamand ». Le 8 décembre Degrelle avait déjà été reçu pour les mêmes raisons (215). Le 18 décembre un communiqué de presse fut publié, dans lequel on signalait que Degrelle et Van de Wiele avaient été reçus par von Ribbentrop en leur qualité de dirigeants des Comités de Libération respectifs. Le communiqué était plutôt laconique. La date de l'entretien n'était même pas mentionnée (216). *L'Avenir*, homologue wallon de *Vlaanderen vrij*, considéra dans son édition du 20 décembre 1944, la rencontre von Ribbentrop - Degrelle comme très importante : le Comité de libération wallon était reconnu officiellement (217). *L'Avenir* publiait plus de détails que n'en mentionnait le communiqué : l'entretien avait duré près de deux heures et l'atmosphère avait été très cordiale. Dans l'interview, Degrelle déclara :

« L'essentiel est que le gouvernement allemand me reconnaisse le droit de représenter officiellement les intérêts de mes compatriotes wallons. Le « Comité de libération wallon » s'intégrera dans l'ensemble des organismes européens qui poursuivent le double but de refouler la barbarie soviétique et ploutocratique et de bâtir une Europe socialiste ».

A la question de savoir si l'on avait pris une position vis-à-vis de l'existence de la Belgique, Degrelle répondit :

« Le problème de la transformation des Etats de l'Ouest n'est pas d'actualité. Il faut d'abord gagner la guerre... Après, on étudiera, dans un esprit sincère de fraternité nationale-socialiste, les moyens de régler au mieux les intérêts des différentes communautés populaires et notamment des communautés wallonne et flamande... D'abord vivre et travailler. Après, on établira des bornes s'il y a lieu et on collera de belles étiquettes ».

A la une de cette même édition de *L'Avenir*, on trouvait : « L'offensive allemande à l'ouest est en plein développement ». L'offensive des Ardennes avait été lancée depuis le 16 décembre. Le grand moment était arrivé. L'espoir du retour et l'espoir de voir se réaliser tout ce qui avait été étudié et élaboré durant ces longs mois, étaient immenses.

(215) *Ibidem*, p. 99.

(216) A paru notamment dans *Deutsche Zeitung in den Niederlanden*, 18 décembre 1944 : « DEGRELLE BEI RIBBENTROP. Der Reichsminister des Auswärtigen von Ribbentrop empfing den Leiter des wallonischen Befreiungskomitees, Kommandeur der SS-Division "Wallonien", SS-Sturmbannführer Léon Degrelle, sowie den Leiter des flämischen Befreiungskomitees Dr. Jef Van de Wiele, und hatte mit ihnen eine längere herzliche Aussprache ». « Degrelle chez Ribbentrop. Le Ministre des Affaires étrangères von Ribbentrop a reçu le chef du Comité de libération wallon, commandant de la Division-SS "Wallonie", le SS-Sturmbannführer Léon Degrelle, et le chef du Comité de libération flamand, le Dr. Jef Van de Wiele, et a eu un long et cordial entretien avec ces derniers ».

(217) « Une interview de Léon Degrelle. La Reconnaissance officielle par le gouvernement du Reich du Comité de Libération wallon ». Nous ne disposons pas du numéro de *Vlaanderen Vrij* de cette date. Voilà pourquoi nous mentionnons cette parenthèse wallonne. L'existence parallèle de Degrelle et de Van de Wiele justifie toutefois l'impression que la réaction flamande devait être similaire.

## MISSIONS DE LA LANDSLEIDING

Tandis que la *Landsleiding* projetait les statuts du « *Reichsland Flandern* », sur lesquels la structure et le gouvernement futurs de la Flandre devaient être basés, il restait néanmoins d'autres missions dont cette même *Landsleiding* et plus particulièrement le *Landsleider* devaient s'occuper. La tâche la plus immédiate était l'aide aux Flamands en fuite. Il fallait les loger et leur assurer des moyens de subsistance. (Nous avons déjà mentionné les problèmes qui surgirent lors de l'évacuation et la façon dont on essaya de trouver une solution à ces difficultés. Il suffit de penser aux doléances que nous avons rencontrées dans les lettres de Verschaeve et de Van de Wiele à Himmler). En ce qui concerne les moyens de subsistance, il n'y avait que deux solutions qui s'imposaient aux hommes adultes, pour autant qu'ils fussent en état de le faire : travailler ou s'engager comme soldat. D'après la propagande, la solution la plus honorable était de prendre les armes. Mais la possibilité de choix subsistait (218).

C'était toutefois la jeunesse qui posait le plus de problèmes. Beaucoup d'enfants avaient dû suivre leurs parents. Mais il n'y avait pas d'écoles à leur disposition. Ceux qui en Flandre étaient déjà inscrits dans des écoles créées ou aidées par la *De Vlag* ou par les SS, purent y reprendre les cours après l'évacuation. La *Heemschool* de 's Gravenwezel avait trouvé refuge avec tout son personnel à Verden. On continuait à y donner les cours (219). La nouvelle levée du *Langemarckstudium*, qui avait dû partir à la fin du mois d'août pour l'Allemagne en vue d'y entamer la nouvelle année scolaire, était arrivée à Hanovre et pouvait y suivre les cours (220). La *Rijkschool*, située à Kwatrecht près de Wetteren, émigra elle aussi en Allemagne. Cette « école d'élite » — les élèves devaient être sains de corps, d'esprit et de caractère — fut d'abord implantée dans le massif du Harz et ensuite dans le Wartheland. En décembre, il y avait encore des places disponibles et on put encore admettre quelques enfants, des garçons de 10 à 13 ans (221). Mais ces quelques institutions ne pouvaient pas s'occuper de tous les enfants. Les autres enfants devaient aller dans des écoles allemandes, ce qui ne plaisait guère à la plupart des parents. Dès lors, la *Landsleiding* envisagea la création de huit classes flamandes où les enfants pourraient suivre les cours dans leur langue maternelle (222). Cette réalisation avait d'ailleurs déjà été envisagée antérieurement (223).

Pour les adolescents une première solution était toute trouvée : le service du travail, promulgué en septembre 1944, engageait tous les jeunes durant

(218) Interview de W. Roland, 26 janvier 1971.

(219) *Vlaanderen Vrij*, 13 mars 1945. En mémoire d'un élève tué durant un bombardement.

(220) Communication de K. De Cat. Également *Vlaanderen Vrij*, 14 mars 1945.

(221) *Balming*, 9 décembre 1944.

(222) RVR.

(223) Voir note 83.

six mois. Dans un article sur le Service de travail flamand, *Vlaanderen Vrij* nota :

« En vertu de ce décret (du service du travail obligatoire), les fils aînés des Flamands émigrés en Allemagne travaillent côte à côte, dans les camps flamands du service du travail, sous la direction de dirigeants flamands qualifiés du service du travail, avec les jeunes travailleurs qui sont venus volontairement, parfois aussi contre leur volonté, en Allemagne. La durée du service est de six mois, ensuite les travailleurs peuvent rejoindre leurs usines pour y contribuer à la fabrication des armes qui doivent défendre l'Europe, ou bien s'engager comme volontaires à la *Vlaamsche SS-Volksgrenadierdivisie 'Langemarck'* » (224).

Le service du travail fut promulgué pour les jeunes gens nés dans les années 1924 à 1927 et pour les jeunes filles célibataires nées dans les années 1923 à 1927. R. Van Thillo fut chargé de l'exécution de cette disposition. Les membres masculins du service du travail seraient essentiellement formés à des fins militaires, les frais entraînés par cette formation seraient supportés par la Wehrmacht. Au cours du mois d'octobre, le *Reichsarbeitsführer* décida que les jeunes étrangers du service du travail auraient les mêmes droits et les mêmes devoirs que les Allemands. L'organisation même de ces services du travail ne devait pas être adaptée aux conditions allemandes. Il ne s'agissait d'ailleurs que d'un accueil temporaire dans le III<sup>e</sup> Reich. Deux sections flamandes furent créées. Le nombre de membres n'était pas très grand. Les *Gauarbeitsämter*, chargés d'inscrire le nombre de personnes disponibles pour les Services du travail, comptèrent 597 Flamands et Wallons pour une première levée, allant jusqu'au 15 décembre 1944. Une deuxième levée, allant jusqu'au 22 décembre 1944, en compta 245. La dernière donnée disponible, émanant d'une note de service du *Reichsminister für Rüstung und Kriegsproduktion* en date du 2 janvier 1945, indique qu'au 20 janvier au plus tard, il fallait que 500 Flamands et 1600 Wallons soient incorporés aux Services du travail respectifs (225).

Outre le Service du travail, il existait également le Service de la jeunesse. A cet effet, tous les « Flamands du sexe masculin nés en 1926-1927 devaient se faire connaître par écrit au *Reichsjugendführer, Germanische Jugend, Sonderstab Vlaanderen ...* » (226). Le fait de se faire connaître, permettait de participer à un « camp d'entraînement militaire et sportif ». Nous disposons de quelques renseignements au sujet d'un tel camp. Le 21 novembre 1944, *Vlaanderen Vrij* communiqua : « Jeunes Flamands ! Le prochain camp d'entraînement militaire et sportif se tiendra du 28 novembre au 19 décembre en Carinthie ». Bien qu'il s'agit en premier lieu d'une instruction paramilitaire, exercices de tir, camouflage, sports, etc., certaines personnes le considéraient comme des vacances. La nourriture y était bonne, et malgré tous les exercices,

(224) *Vlaanderen Vrij*, 15 mars 1945. « *Van de spade naar het geweer. De Landsleider op bezoek bij de Vlaamsche Arbeidsmannen* ».

(225) M.G. HAUPT, *op. cit.*, p. 175-177. D'après cette étude la décision de créer le service du travail obligatoire flamand fut prise le 11 octobre 1944.

(226) *De Vlaamsche Post*, 22 novembre 1944.

il y faisait calme. Il n'y avait pas de menace de bombardements. Et finalement, la pression effectuée à la fin du camp en vue d'inciter les gens à s'engager comme volontaire à la *Waffen-SS*, bien qu'évidente, n'était pas telle qu'on ne pouvait y échapper (227). De toute façon, il existait une tendance à inciter la jeunesse à prendre les armes. Surtout après janvier 1945, lorsque toute personne capable de porter une arme fut mobilisée, la presse flamande lança appel sur appel en vue de devenir « aide de la D.C.A. » (228) ou d'aller aider dans des régions proches du front (229). C'est dans ce même ordre d'idées, qu'il faut voir la création du bataillon de la *Hitlerjugend* au sein de la division « *Langemarck* ».

Les jeunes travailleurs étaient donc également concernés par le service du travail obligatoire. Dès lors, la *Landsleiding* essaya d'entreprendre quelque chose pour les travailleurs en Allemagne. Nous avons déjà mentionné les tentatives pour faire envoyer les salaires en Belgique. Ces tentatives échouèrent. Des sources allemandes parlent de 350.000 travailleurs flamands, tant volontaires que réquisitionnés (230). La *Landsleiding* voulait gagner les deux catégories à sa cause. Pour qu'ils puissent garder le moral dans ces moments difficiles, bombardements incessants, travail intensif, séparation de la famille, différentes mesures furent prises. On examina la possibilité d'échanger une correspondance restreinte avec la Belgique, grâce à la Croix Rouge. Les travailleurs reçurent des formulaires par lesquels ils pouvaient donner brièvement de leurs nouvelles à leur famille. Le même formulaire devait être employé par la famille en Belgique, pour envoyer à son tour des nouvelles en Allemagne (231). Cette initiative échoua également (232). Toutefois, on pouvait

(227) D'après RVH la pression exercée en vue de s'engager à la *Waffen-SS*, variait de camps en camps. Lorsque les officiers qui assumaient la direction du camp appartenaient à des levées antérieures, on n'insistait pas tellement sur l'engagement à la *Waffen-SS*. La situation était toute différente, lorsqu'il s'agissait de jeunes officiers qui avaient pour la plupart reçu cette « mission éducative » en raison des blessures graves qu'ils avaient encourues.

(228) *Vlaanderen Vrij*, 8 mars 1945. « La jeune Flandre vous parle. Notre Gustave est à la DCA ! » par B... G.... Également le même jour : « Changement d'adresse. Aides flamands de la DCA. Partout la jeunesse flamande lutte pour la victoire finale. Toutefois, il y a encore toujours des jeunes gens, âgés de 14 à 17 ans, qui n'ont pas pris position. Ils peuvent être engagés immédiatement comme aides de la DCA ».

(229) *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945. « *Kriegseinsatz* de la jeunesse flamande. L'occasion est donnée à tous les jeunes gens flamands, nés en 1928 et 1929, de combattre en tant que pages du Führer pour aider à assurer la liberté et l'existence de leur peuple et du Reich ».

(230) Note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944. Ces chiffres sont incontestablement trop élevés. B.A. SIJES, *De arbeidsinzet. De gedwongen arbeid voor Nederlanders in Duitsland, 1940-1945*, 's Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1966, 730 p., parle de 183.000 travailleurs, 63.000 prisonniers de guerre et 8.900 prisonniers politiques, provenant de Belgique, présents en Allemagne en 1945. P. POTARGENT, *La mise au travail de la main-d'œuvre belge dans le pays et à l'étranger durant l'occupation*, Bruxelles, Edimco, (1948), parle de 212.000 travailleurs belges, tant volontaires que réquisitionnés, en Allemagne en 1945.

(231) *De Vlaamsche Post*, novembre 1944.

(232) A. Coolen, p. 70.

envoyer un bref message par la radio. Et cela se fit effectivement (233). Pour Van de Wiele il importait surtout que les travailleurs, tant les travailleurs obligatoires que les volontaires, se sentent solidaires de la lutte des Allemands. C'est une des raisons pour lesquelles on organisa des soirées récréatives, des réunions amicales, des matchs de football, qui devaient permettre aux travailleurs d'avoir des loisirs.

Toutefois pour les travailleurs l'attitude des Allemands à leur égard était primordiale. Très souvent, il s'agissait d'une attitude de mépris par laquelle les Allemands faisaient sentir clairement que ces travailleurs flamands n'étaient que des étrangers. Cette attitude ne se retrouvait pas uniquement parmi les travailleurs, mais était également propre à certaines instances publiques dans leurs relations avec des personnalités dirigeantes de la *Landsleiding*. Il est évident que cela dut être une grande déception pour ces Flamands qui appuyèrent l'Allemagne jusqu'à la fin. Van de Wiele s'en plaignit même à Himmler : « *Z(ur) Z(ei)t werden meine Mitarbeiter als « Ausländer » durch polizeiliche und parteiliche Verfügung jeder Unterkunft beraubt* » (234). C'est ainsi que les journaux recommandèrent aux travailleurs de ne pas tenir compte des attitudes méprisantes de certains Allemands. Le *Vlaamsche Post* du 5 novembre 1944 se vit obligé « de mettre les points sur les i » dans un article intitulé « *Zijn wij Ausländer...?* » Les commentaires donnés par la rédaction dans cet article, qui souligne la reconnaissance des grandes prestations flamandes dans le Reich, sont assez caractéristiques du raisonnement suivi :

« Le mot *Ausländer* a déjà souvent irrité les travailleurs flamands en Allemagne. C'est même devenu une injure dont l'effet est tout aussi infaillible que ne l'est un morceau d'étoffe rouge pour un taureau. D'une part, cette constatation nous satisfait, car elle prouve que les Flamands ne se considèrent pas comme des étrangers en Allemagne, ce qui signifie par là même qu'ils sont conscients de leur origine germanique. D'autre part, nous regrettons qu'il y ait encore de tels Allemands bornés qui emploient le mot *Ausländer* comme une injure, même vis-à-vis des travailleurs flamands. De tels Allemands ne sont certes pas des nationaux-socialistes. Ils n'ont toujours rien compris au contexte actuel et méritent tout au plus ces quelques mots de pitié de notre part : 'Bienheureux les innocents...'

Cet article ne mit toutefois pas un terme aux plaintes des travailleurs. *Vlaanderen Vrij* dut encore y consacrer un article. Le 13 mars, on traita encore du problème des *Ausländer*. On y souligna surtout la fierté que devait avoir tout Flamand en tant que Germain, afin de ne pas se laisser influencer par des affiches restrictives telles « Interdit aux étrangers ». Il suffisait de répondre : « Heil Hitler, je suis Flamand et donc pas étranger... ».

(233) *Ibidem*. Le prof. Charles a eu l'amabilité de prêter à l'auteur des rapports d'écoute concernant les émissions ennemies, captées en Belgique. Ces rapports d'écoute concernent la période du 16 février au 29 mars 1945 (cité dorénavant comme Rapport d'écoute). Des formulaires pour les « Messages personnels » furent publiés dans le numéro de *Vlaanderen Vrij* du 21 novembre 1944.

(234) « Actuellement mes collaborateurs, traités en étrangers, ont été dépourvus de toute possibilité d'hébergement par la police et par le parti ». Lettre de Van de Wiele à Himmler, 8 novembre 1944. Également RVR.

Pour la *Landsleiding* le travail tangible le plus immédiat était le développement de la Division-SS flamande. Dans sa lettre à Himmler, Verschaeve souligna que le développement d'une puissante division flamande était une nécessité pour l'unité de la Flandre : « *Wie wichtig die Bildung eine starken Langemarck sei für den Gelingen Dr. Van de Wieles und für die Bindung einer einheitlichen und begeisterten vlämischen Strömung ist die reine Evidenz* » (\*). La *Sturmbrigade* « *Langemarck* » qui, après les lourdes pertes subies durant la retraite de Russie, avait pris, depuis le 3 mai 1944, ses quartiers au terrain d'exercices de Knauwitz en Tchécoslovaquie en vue de se réorganiser et de reprendre de nouvelles forces, fut mutée vers la Lüneburgerheide. En effet, le 18 septembre, le RFSS avait pris la décision de transformer la *Sturmbrigade* en une division (235). Début novembre, tous les effectifs qui devaient former la division se retrouvèrent à la Lüneburgerheide. Le centre était Soltau, où se trouvait l'état-major. Un premier renfort fut constitué par environ mille hommes de la Garde Flamande, qui arrivèrent fin septembre (236). Toutefois tous les membres de la Garde Flamande ne furent pas immédiatement d'accord avec cette incorporation (237). Deux arguments jouaient cependant : il y avait pour la Garde Flamande le serment de fidélité au Führer, prêté en Flandre (238), et il y avait pour la division, la nécessité de pouvoir disposer d'officiers flamands. En effet, la Garde Flamande disposait d'un cadre flamand complet, composé d'officiers de l'active de l'armée belge. Finalement, après des semaines de pourparlers, la Garde Flamande fut intégrée (239).

Cette nécessité d'un cadre d'officiers flamands, depuis longtemps sujet de doléances de la part des Flamands dans les *Waffen-SS*, fut probablement une des raisons pour lesquelles Van Coppenolle fut contacté par Kaltenbrunner (240). Van Coppenolle, qui le 4 septembre 1944 à Aix-la-Chapelle avait été mis par le SD sur le train de Berlin, fut convoqué le même jour par le *SS-Obergruppenführer* Kaltenbrunner au *Reichssicherheitshauptamt*. On lui offrit le commandement de la division flamande, avec le rang de *SS-Brigadeführer* (équivalent de général-major). Toutefois, il refusa, invoquant sa fatigue, les représailles éventuelles envers sa famille en Belgique, et surtout son serment d'officier. Kaltenbrunner revint néanmoins à la charge quelques jours plus tard, sans résultat. Nous pouvons comprendre que les autorités allemandes, vu la

(\*) « Il est évident que la formation d'une puissante division est importante pour la réussite de Van de Wiele et pour le développement d'un mouvement flamand uni et enthousiaste ».

(235) Ordre de Himmler, *GRMA*, T. 175, R. 141, fr. 2669164. La décision de former la Division fut probablement prise plus tôt. En effet, le 4 septembre 1944 Van Coppenolle, commandant de la Gendarmerie belge durant l'occupation, reçut l'offre du commandement de la *Division Flandern* (Communication de E. Van Coppenolle à l'auteur, le 2 mars 1972, cité EVC). Egalement A. DE BRUYNE, *Van Coppenolle*, p. 141.

(236) A. DE BRUYNE, *Oostfronters*, p. 88, parle de 700 hommes, tandis que JF parlait de plus de 1.000 membres de la Garde Flamande enrôlés à la division.

(237) A. DE BRUYNE, *op. cit.* JF.

(238) Voir p. 214.

(239) A. DE BRUYNE, *Oostfronters*, p. 88. JF.

(240) EVC. Egalement A. DE BRUYNE, *Van Coppenolle*, p. 141.

demande pressante d'officiers flamands, étaient heureuses de trouver en cet officier capable qu'était Van Coppenolle, un éventuel candidat au commandement. S'y ajoutait encore la valeur de propagande incontestable que pouvait offrir le nom de Van Coppenolle, connu comme commandant de la Gendarmerie et comme un des officiers de l'armée belge d'avant guerre le plus conscient du fait qu'il était flamand. Cela pouvait faciliter le recrutement pour la division.

De toute façon, il est curieux que Van Coppenolle ait été contacté par Kaltenbrunner, chef de la *Sicherheitspolizei* et du SD, alors qu'il eût été plus normal que ce soit Berger ou un membre du *SS-Führungshauptamt*, la direction militaire des *Waffen-SS*. Kaltenbrunner sera toutefois chargé officiellement par Himmler le 16 septembre de l'organisation et de la direction des organisations de résistance en Flandre, en Wallonie et en France. Il lui était enjoint de faire appel aux organisations de Vander (*sic*) Wiele, de Degrelle, de Doriot et de Darnand (241). Il n'y a pas de lien direct entre l'offre du commandement d'une division et la création d'organisations de résistance. Mais peut-être le RSHA espérait-il pouvoir faire de la propagande en Belgique avec le nom de Van Coppenolle, qu'il croyait jouir d'un certain prestige pour une partie importante de la population. L'argument utilisé aurait été : « Voyez, même Van Coppenolle, le commandant de la gendarmerie, a opté dans la lutte pour une Europe nouvelle contre le danger bolchévique-ploutocratique » (242).

Entretemps le développement de la division continuait. Le *Standartenführer* Müller en devint le commandant (243). Il désigna J. François comme son adjudant pour pouvoir éliminer toutes les difficultés qui pouvaient surgir, entre autres sur le plan psychologique avec les Flamands (244). Plus tard, J. Van de Wiele, promu *Obersturmbannführer* le 9 novembre 1944 (245), s'occupa de plus en plus de la division et exerça au fond la fonction de commissaire politique. Cela marqua le début de solution d'un autre grief des volontaires SS flamands : la langue du commandement devenait le néerlandais. Van de Wiele commença à donner des cours de néerlandais aux officiers allemands de l'état-major (246). On y mit toutefois un terme lorsque les unités prêtes au combat furent transférées dans l'Eifel, dans le cadre de l'offensive

(241) BDC I, 8. Le résultat d'une discussion au *Feldkommandostelle* du RFSS, le 16 septembre 1944, fut l'ordre donné au RSHA de créer des organisations de résistance dans tous les anciens territoires occupés ou ayant appartenu à des anciens alliés (Roumanie, Finlande et Bulgarie).

(242) Il est évident qu'à cette époque la majeure partie de la population belge était opposée à Van Coppenolle.

(243) W. ROLAND, *Art. 113*, Antwerpen, Parallel, 1970, p. 169.

(244) JF.

(245) *SS-Personalveränderungsblatt*, 9 novembre 1944 (BDC I, 9). Il s'agissait du rang dans l'*Algemene (Vlaamse) SS* et non d'un rang militaire (JVDW). Ces rangs ne correspondaient pas toujours. C'est ainsi que RVH était *Hauptsturmführer* dans l'*Algemene SS-Vlaanderen* et n'était qu'*Oberscharführer* dans la *Waffen-SS* (RVH). Pour la correspondance entre les grades SS et ceux de la Wehrmacht et de l'armée française, voir G.H. STEIN, *La Waffen-SS*, Paris, Stock, p. 303.

(246) JVDW ; JF. JF nous communiqua que Müller aurait affirmé « *Der Van de Wiele, der soll uns noch Deutsch lernen* » (Ce Van de Wiele, il nous apprendra encore l'allemand).

des Ardennes. Le recrutement continua. On tint des réunions afin de convaincre les travailleurs employés en Allemagne et les réfugiés à s'engager (247). Le recrutement parmi ces derniers avait commencé immédiatement après l'arrivée en Allemagne. Tous les membres de la *SS-Vlaanderen* (1. *flämische SS-Standarte*) furent transférés à la Lüneburgerheide et on y commença immédiatement le recrutement. L'esprit d'organisation allemand avait déjà fait le nécessaire pour que l'*Abwicklungsstelle* Jungclaus mette tous les *Ergänzungsstelle* (bureaux de recrutement) au courant de la présence des *Algemene-SS* en état de porter les armes. Quelque 200 SS Flamands se présentèrent volontairement. Les autres furent employés dans des entreprises à Weimar (248).

En septembre on publia déjà un appel dans lequel Van de Wiele, en tant que *Landsleider* de la *De Vlag*, incitait tous les membres de l'*Algemene-SS-Vlaanderen* et tous les autres Flamands à s'engager dans les *Waffen-SS* (249). L'*Abwicklungsstelle* Jungclaus mit également les bureaux de recrutement au courant de la présence en Allemagne de la Garde Flamande et Wallonne et de la Brigade de Garde Flamande de Turcksin, pour pouvoir recruter également pour les *Waffen-SS* (250). Tous les Flamands qui combattaient déjà dans le cadre de l'une ou l'autre division *Waffen-SS* — il y en avait dans la division *Wiking*, dans *Das Reich* (251) — devaient être transférés vers la *Volksgranadierdivision Flandern*. En théorie du moins, car en pratique les unités n'aimaient pas se priver d'effectifs entraînés (252). Van de Wiele voulait réunir dans une seule division tous les Flamands qui combattaient dans l'une ou l'autre formation allemande. Il prendrait lui-même la direction politique en main. Un régiment spécial *Langemarck* et un régiment de la jeunesse seraient incorporés à cette division (253).

(247) Voir l'interview de E. Coine, ancien dirigeant de la K.A.J. en Allemagne, par F. Selleslagh, 23 juin 1971. Voir également *Balming*, 9 décembre 1944 : « Flamand, toi qui vis en terre allemande, que fais-tu ? Camarade de travail, toi qui es habitué depuis de longues années au mode et au rythme de la vie allemande ou toi qui as été accueilli amicalement depuis quelques semaines, toi qui as préféré la liberté plutôt que la terreur anglo-saxonne, en toi la haine vit également. Est-il dès lors encore nécessaire de t'obliger à entreprendre une mission d'honneur qui est propre à ton caractère flamand ? Ta place, la place de tout garçon flamand, de tout homme flamand, se trouve aux côtés du garçon allemand, de l'homme allemand. Elle s'y trouve déjà maintenant. Le jour où le *Landsleider* fera appel à vous pour participer à la victoire finale, votre réponse doit pouvoir être : Voyez, j'y étais déjà ».

(248) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 14.

(249) « *Im Geiste Langemarck. Alle Wehrfähigen Flamen zum Waffeneinsatz* ». Cet article rédigé par le *SS-Standarte Kurt Eggers*, fut proposé à Himmler pour publication, le 14 septembre 1944. L'autorisation de publication fut donnée le 16 septembre (BDC I, 7). Le *SS-Standarte Kurt Eggers* était l'unité de propagande de la *Waffen-SS*. Il rassemblait tous les correspondants de guerre-SS et était dirigé par Günther d'Alquen, qui était également rédacteur en chef du journal *SS Das Schwarze Korps*. Concernant les activités de la *Kurt Eggers*, voir HASSO VON WEDEL, *Propagandatruppen*, Neckargemünd, Kurt Vowinckel Verlag, 1962, principalement pp. 84-87 et 124-125.

(250) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 16.

(251) Voir la nécrologie concernant Willi Moors, *Rottenführer* de la division *Das Reich*, « Tué au front de l'Est », dans *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945.

(252) JF.

(253) Note du Dr. Goeken au Dr. Reichel, 12 octobre 1944 (*A.G.A.D.*, Krug von Nidda).

Himmler attachait beaucoup d'importance au nom *Langemarck*. Lorsqu'en 1943 la légion *Flandern* fut transformée en une brigade d'assaut, on lui donna le nom de 6. SS-Freiw. Sturmbrigade *Langemarck*. *Langemarck* avait été le nom d'un régiment motorisé de la division *Das Reich*. Ce régiment fut dissous. Les Flamands qui avaient servi dans ce régiment et également dans d'autres unités de *Das Reich* furent transférés vers la *Sturmbrigade*. La tradition de ce régiment devait, ensemble avec celle de la légion, devenir la tradition de la *Sturmbrigade* (254). Après les protestations, tant de Van de Wiele que d'Elias, le nom devint finalement 6. Fläm. SS. Freiw. Sturmbrigade (255). Lorsque la division fut créée, il fallut bien donner le nom *Flandern* à la nouvelle unité, pour accentuer le caractère flamand. Dans une première période l'unité s'appela donc *Volksgrenadierdivision Flandern*, c'est ainsi que Van de Wiele la cite dans sa propagande (256). On n'avait toutefois pas oublié le nom *Langemarck*. Un régiment spécial de la division *Flandern* recevrait ce nom. Finalement la division reçut quand même le nom désiré par Himmler. On ne parla donc plus que de la division *Langemarck* (257). Les documents officiels mentionnent la 27. SS. Freiw. Grenadierdivision «*Langemarck*». La *Wallonien*, par contre, put toujours conserver son nom d'origine (258).

La Garde Flamande avait rejoint la division sans faire trop de difficultés. Il n'en alla pas de même des Flamands qui servaient dans les régiments du *Nationalsozialistisches Kraftfabrer-Korps* (NSKK). Le *NSKK-Obergruppenführer von Bayern Ehrenburg* refusa d'obliger ses hommes à passer aux *Waffen-SS*. On parla de sabotage et Elias, qui avait travaillé durant l'occupation avec *Von Bayern Ehrenburg* en vue du recrutement pour les régiments NSKK, fut considéré comme le plus grand coupable (259). On ne réussit pas non plus à incorporer l'ancienne Brigade de Garde Flamande - *Flakbrigade* à la division. C. Turcksin, *Oberstleutnant* de la *Luftwaffe*, n'était pas tellement enclin à envoyer ses hommes au front de l'Est. Lorsqu'il remarqua à Lippstadt, où il était caserné, que la *Flakbrigade* était divisée pour renforcer la DCA dans différentes villes, il prit contact avec le *Luftgaukommando XIV* à Wiesbaden. Plusieurs officiers qui avaient travaillé avec Turcksin en Belgique, avaient abouti au *Luftgaukommando*. Turcksin offrit sa *Flakbrigade* en bloc au *Luftgaukommando*. Alors que l'instruction était encore en cours, il fut chargé de la défense du pont sur le Rhin à Germersheim. Ayant en outre repris certains membres de la Garde Flamande, il eut beaucoup de difficultés avec le *SS-Hauptamt*. Il fut convoqué à différentes reprises par Berger, et on lui demanda,

(254) Ordre non daté d'Himmler, *GRMA*, T. 175, R. 66, fr. 2581991. W. ROLAND, *op. cit.*, p. 128, mentionne la date du 1er juillet 1943, comme étant le jour où Himmler prit la décision de créer la brigade d'assaut.

(255) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 125, note 38.

(256) Note du Dr. Goeken au Dr. Reichel, 12 octobre 1944. Voir *De Vlaamsche Post*, 5 novembre 1944. Egalement la lettre de Van de Wiele à Himmler.

(257) *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*.

(258) G.H. STEIN, *op. cit.*, p. 175. Egalement *Kriegstagebuch des Oberkommandos der Wehrmacht 1940-1945*. Ici vol. IV, 1944-1945 (cité OKW/KTB, IV, 1 ou 2. Ici 2, p. 1894).

(259) *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*.

pour la dernière fois immédiatement avant le déclenchement de l'offensive des Ardennes, d'incorporer son unité à la division. Le retour en Flandre était imminent, disait Berger. Turcksin insista sur les liens qu'il avait avec le *Luftgaukommando XIV* et refusa de passer à la division. L'OKL le soutint à ce sujet (260).

On reprocha également à Elias le refus de s'incorporer aux *Waffen-SS*. Dans sa lettre du 8 novembre 1944, Van de Wiele souligna d'ailleurs son indignation à l'égard de l'attitude d'Elias :

« *So ist es möglich, dass Verbände des NSKK, der Flämische Wachbrigade, darin durch deutsche Behörden unterstützt, durch die laufende Hetze des Dr. Elias sich trotz Ihres Befehl einfach verweigern, zur Division zu stossen* » (\*).

Verschaeve réagit avec une égale violence. D'après lui les volontaires flamands de la *Waffen-SS* étaient les meilleurs Flamands, ceux en qui les vertus des Flamands étaient personnifiées : « De vos actes et de vos blessures, naît ce sublime, ce suprême *La Flandre ! La Flandre au-dessus de tout !* Vous ne chantez pas lors du combat. En combattant, vous vous battez ! Et c'est ainsi que votre combat est une lutte, un chant d'actes d'amour et de sacrifices » (261). Et Verschaeve écrit à Himmler :

« *Dr. Elias treibt sein Spiel weiter, verbietet seinen Männern Mitwirkung, schlimmer noch, sabotiert eine der wichtigsten Aufgaben des Landesleiters : die Bildung des Volksgrenadiersdivision 'Langemarck'. Seinen Männern des V.N.V. rät er ab sich dafür zu melden* » (\*)

Néanmoins, de plus en plus d'hommes vinrent rejoindre la division. Le 12 octobre Goeken communiqua qu'il fallait momentanément arrêter le recrutement, parce que les possibilités d'instruction étaient limitées (262). Un mois plus tard, Van de Wiele constata qu'il avait déjà recruté deux mille hommes pour la division, mais on ne pouvait continuer parce qu'on ne pouvait accepter momentanément de nouvelles recrues (263). En décembre, la division comptait six mille hommes (264).

(260) *Idem.* « *Trotz Befehl des Reichsmarschalls und verschiedener Anträge seitens des SS-Hauptamts lebnt das OKL die Uebergabe dieser Männer ab, weil sie bereits im Besitze von Soldbüchern seien und zu Lehrgängen abkommandiert wären.* » « Malgré l'ordre du Maréchal du Reich et malgré plusieurs requêtes de la part du SS-Hauptamt, l'OKL refuse de rendre les effectifs, parce qu'ils sont déjà en possession de leur carnet militaire et ont déjà été envoyés dans des centres d'instruction ». Egalement E. DE V., *op. cit.*

(\*) « Ainsi il est possible que des unités de la NSKK, la brigade de garde flamande, soutenues dans cette attitude par des autorités allemandes, refusent, malgré vos ordres, de se joindre à la Division à cause de la campagne du Dr. Elias ».

(261) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 517. D'après un discours que Schellong, commandant de la *Sturmbrigade Langemarck* et commandant ff. de la division avant l'arrivée de Müller, avait demandé de prononcer à l'occasion du transfert de ce qui avait été la Brigade d'Assaut vers la Lüneburgerheide en vue de la formation de la division. Ce discours fut écrit le 2 octobre 1944 à Bad-Pyrmont.

(\*) « Le Dr. Elias continue son jeu, il interdit à ses hommes de collaborer, plus encore il sabote la plus importante mission du *Landsleiter* : la formation de la division *Langemarck*. Il déconseille à ses hommes du VNV de s'engager ».

(262) Note du Dr. Goeken au Dr. Reichel, 12 octobre 1944.

(263) Lettre de Van de Wiele à Himmler, 8 novembre 1944.

(264) Note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944.

## RETOUR EN FLANDRE ?

Le 16 décembre 1944, l'offensive des Ardennes fut le dernier sursaut des forces allemandes sur le front occidental. L'attaque était dirigée vers Anvers. Tout comme en mai 40, on voulait traverser les Ardennes. Les nouvelles concernant l'offensive étaient considérées comme bonnes par la *Landsleiding* et par les Flamands qui y avaient adhéré. Ce retour n'avait d'ailleurs jamais été mis en doute ! Le séjour en Allemagne n'était que temporaire (265). La *Landsleiding* s'était rendue à Wahn pour être prête quand la Flandre serait libérée. Lorsque Van de Wiele avait été reconnu par von Ribbentrop comme chef du comité de libération flamand, Berger lui avait communiqué que, compte tenu des événements futurs sur le front occidental, il serait préférable que son état-major et lui se trouvent près de la frontière : « *Macht euch auf dem Weg. Der Sepp (Dietrich) (266) kennt gar nichts von Politik!* » (267). En effet Degrelle avait pu convaincre Dietrich de lui confier tous les pouvoirs politiques sur les régions « libérées ». Van de Wiele convoqua dès lors ses collaborateurs à Soltau, auprès de l'état-major de la division. On y forma également un groupe de combat qui devait servir de réserve. Ce groupe prendrait ses quartiers près de Düren.

Les membres actifs de la *Landsleiding* — Borms, Verschaeve et Jacob non compris — reçurent un uniforme et furent groupés dans une sorte de compagnie de propagande (268). Cette compagnie fut placée sous le commandement de J. François, chef de l'*Abteilung VI*, qui était compétente pour les correspondants de guerre (269). La nouvelle compagnie de propagande prit, avec le groupe de combat de la division, au total 3300 hommes (270), le train pour Wahn dans les environs de Cologne, via Bielefeld. La *Landsleiding* s'y fixa en attendant le retour en Flandre. Les membres du comité de libération

(265) C'est dans ce sens qu'on raisonna au moment où le Service du travail flamand et wallon fut instauré dans le Reich. L'organisation de ces services du travail resterait inchangée, puisqu'il s'agissait d'« ... une question à caractère passager, jusqu'au moment de la réoccupation des territoires belges ». M.G. HAUPT, *op. cit.*, p. 176.

(266) Le *SS-Obergruppenführer* Sepp Dietrich était le commandant du *VIe SS-Panzer-Armeegruppe*, qui devait jouer un rôle primordial lors de l'offensive des Ardennes.

(267) « Fais tes valises. Sepp (Dietrich) ne connaît rien à la politique ». JVDW. Dietrich conclut un accord avec Degrelle, le 1er janvier 1945 : « *In Einvernehmen mit den Oberbefehlshaber der Heeresgruppe B beauftrage ich Sie mit der Führung der zivilen, politischen und militärischen Ordnung unter Uebertragung der dazu notwendigen Vollmachten in den von den deutschen Truppen besetzten Gebieten. Zur Durchführung dieses Auftrages werden Ihnen als Volksführer die Belgischen Behörden unterstellt...* ». « En accord avec le commandant en chef du groupe d'Armée B, je vous charge, en vous transmettant les pouvoirs nécessaires, des affaires civiles, politiques et militaires dans les territoires occupés par les troupes allemandes. Pour l'exécution de cette mission, les autorités belges se trouveront sous vos ordres... » (A.G.D.G., Krug von Nidda). A cette époque, Van de Wiele était toutefois convaincu qu'il était devenu le personnage le plus important en Belgique. Voir note 286.

(268) PLR ; RVR ; RVH ; JF.

(269) PLR ; JF ; RVR.

(270) Télégramme de Diehl, concernant l'entretien avec Van de Wiele, 4 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

wallon s'étaient fixés à Bonn (271). Un groupe de combat plus restreint, fort de 2300 hommes (272), partit de Cologne vers le barrage de l'Urft, où ces troupes furent mises en réserve (273). Le restant, soit mille hommes, resta à Wahn, où la *Landsleiding* préparait son entrée en Flandre. Il entra dans les intentions de dissoudre progressivement la compagnie de propagande lors de son entrée derrière les troupes allemandes, afin de prendre en main le plus rapidement possible la direction du pays (274). Cela devait se faire conformément à la décision qui avait été prise le 29 décembre lors d'une discussion avec le *Reichsminister* Lammers, où la *Reichskanzlei*, l'*Auswärtiges Amt*, le RFSS et un représentant de la Wehrmacht étaient présents. Cette fois, il n'y avait pas de plan élaboré pour l'occupation, comme cela avait été le cas en mai 40. Quoi qu'il en soit, la directive avait été donnée que le pays conquis ne pouvait être considéré comme pays occupé, mais qu'il fallait en passer la direction à Vandewile (*sic*), pour la partie flamande, et à Degrelle pour la partie wallonne. L'entretien fit toutefois également apparaître que de telles mesures ne devaient provisoirement pas encore être prises, puisque le territoire conquis jusqu'à ce moment était encore trop petit. De toute façon, un *Reichsbevollmächtigte* assumerait la coordination. Grohé fut désigné pour cette mission (275).

Peu de mesures pratiques furent prises au sein de la *Landsleiding* à cette époque. Lagrou fut chargé de relancer Radio-Bruxelles dès que la Belgique serait reconquise (276). Certaines opinions circulaient déjà quant à la façon de diriger la Flandre. Mais on ne pouvait pas encore élaborer de plans précis. De toute façon, il fallait faire appel à des personnes qui étaient restées dans le pays et dont on ne pouvait évidemment demander l'accord. On envisagea également une structure triple : le parti sous la direction du *Landsleider*, l'*Arbeitsfront*, sous la direction de Delvo et une administration pour laquelle la désignation de Elias paraissait indiquée, pour autant qu'il soit disposé à coopérer (277). Le chef du VNV était encore toujours un partenaire important dans le jeu politique en Allemagne. Son action contre les SS n'avait pas encore pu inciter les autorités supérieures à agir de façon plus énergique à son égard. Le RSHA voulait encore faire une tentative en vue de faire coopérer Elias avec Van de Wiele. Mais le chef du VNV refusa. Dès lors, on décida de mettre Elias en quarantaine à Hirschegg, dans les environs d'Oberstdorff, dans les Alpes bavaroises, où il eut notamment R. De Becker comme compagnon (278). Avant de prendre cette mesure, on fit une dernière tentative

(271) DE BECKER, *op. cit.*, p. 32 : « En janvier 1945, lorsque l'offensive von Runstedt (*sic*) éveilla des espoirs inconsidérés dans les milieux rexistes, une foule de politiciens de ce mouvement se réunirent à Bonn, prêts à rentrer en Belgique dans les fourgons de l'étranger. Ils y donnèrent le spectacle burlesque de gens se distribuant des postes de gouverneurs ou de bourgmestres, avant même de savoir quelle attitude prendraient les Allemands à leur égard ».

(272) Télégramme de Diehl, concernant l'entretien avec Van de Wiele, 4 janvier 1945.

(273) A. DE BRUYNE, *Oostfronters*, p. 89-90.

(274) RVR ; JVDW ; ED.

(275) OKW/KTB, IV, 2, p. 983.

(276) ED.

(277) ED ; JVDW. Également ED et HJE.

(278) HJE, E. DE V., *op. cit.* ; RAYMOND DE BECKER, *op. cit.*, p. 67.

en vue de le convaincre. Le 3 janvier 1945, Elias fut à nouveau convoqué au RSHA par le *SS-Obersturmbannführer* Von Loeb et par le *SS-Sturmbannführer* Süß. Des menaces furent proférées (279). Néanmoins, Elias put retourner à Lippstadt. Le 10 janvier, la Gestapo vint l'y chercher. Le 12, il arriva à Hirschegg. Même alors le RSHA le considérait encore comme un personnage important. On décida de « laisser la porte ouverte » (280). Puisqu'on voulait garder le chef du VNV pendant quelque temps à l'écart, on essaya d'influencer le commandant général de la *Zwarte brigade* Joris Vansteenland. Vansteenland fut également convoqué plusieurs fois au RSHA, pour l'inciter à adhérer à la *Landsleiding* (281). Il put toutefois toujours prétexter de son serment de fidélité au chef du VNV (282). Le VNV n'adhéra donc pas en tant qu'organisation à la *Landsleiding*. Van de Wiele réussit pourtant, plus tard, à y gagner le sénateur Lyssens (283).

Les opinions de Van de Wiele, durant la période passée à Wahn, ressortent clairement d'une note rédigée par Diehl, représentant de l'*Auswärtiges Amt*, après les entretiens avec Van de Wiele (284). Diehl séjourna pendant trois jours à Wahn, vers le 13 janvier. D'après Van de Wiele, la Belgique devait être scindée en constructions étatiques séparées. Le nom importe peu, que ce soit *Reichsmark* ou *Reichsgau*. Ce qui importe, c'est de mettre fin à la vie commune contre nature des Flamands et des Wallons au sein de l'Etat belge. La Belgique était une solution artificielle créée par les Anglais. La Flandre doit être annexée au Reich. Van de Wiele ne considère pas le Reich comme une entité administrative, mais comme le centre spirituel de l'Europe. Les chefs d'Etat de Flandre et de Wallonie seraient responsables devant le Führer. Les fonctionnaires et les soldats devraient prêter serment de fidélité au Führer du Reich. Dans l'optique de Van de Wiele, le Führer pourrait tout aussi bien, après la mort d'Hitler, être un non-Allemand (285). La collaboration avec le Reich se ferait au sommet de la direction de l'Etat. Les problèmes internes flamands ne regardaient que les Flamands. Il n'y aurait de contact direct avec le Reich qu'en matière technique. La scission de la Belgique ne s'effectuerait pas immédiatement. Durant une période encore indéterminée, l'« espace » belge serait maintenu. Un comité mixte, composé de spécialistes flamands et wallons et présidé par un Allemand, serait compétent pour les problèmes techniques, tels les chemins de fer, les finances, les postes et la politique énergétique. Ce comité ne pourrait toutefois donner de directives poli-

---

(279) HJE.

(280) Note de Krug von Nidda, 19 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(281) JVS.

(282) JVS. Egalement note de Krug von Nidda, 6 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(283) Note de Krug von Nidda, concernant l'entretien avec Van de Wiele, 25 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(284) Télégramme de Diehl, concernant l'entretien avec Van de Wiele, 13 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(285) AS nous a fait savoir que Van de Wiele avait raconté à la *Landsleiding* qu'il fit une telle proposition lors d'une réunion à Berlin.

tiques (286). Bruxelles serait dirigé par un bourgmestre flamand, qui, par une politique culturelle efficace, devrait y contrer les influences françaises. Bruxelles ne pouvait plus rester un centre politique. Toutes les administrations devaient être transférées, soit vers Anvers, pour la Flandre, soit vers Liège ou Tournai, pour la Wallonie. Et Van de Wiele d'ajouter qu'il demanderait à toutes les personnes disponibles en Flandre, même à celles qui n'appartenaient pas aux groupes « activistes », de collaborer. Delvo était également de cet avis. Il fallait faire appel à toutes les personnes capables, même si elles s'agissait d'attentistes, même si elles avaient été des sympathisants de la résistance (287). Cela est en contradiction totale avec les idées exprimées dans ces mêmes « milieux activistes ». *Balming*, *Strijdblad voor het nationaalsocialistisch Vlaanderen*, insistait sur le fait que

« notre révolution était désespérément compromise tant par ce damné et scandaleux « ordre nouveau » que par l'attitude de certains dirigeants qui croyaient devoir considérer le peuple comme les piliers de la doctrine du Führer mais qui, en réalité, n'étaient que des marionnettes ou des instruments de la réaction des Belges qui haïssaient l'Allemagne » (288).

Piet Van Rossem qui écrivait dans *De Waag*, hebdomadaire nationalsocialiste néerlandais, était tout aussi opposé au VNV. Dans une série d'articles intitulés « Flandria quo vadis ? », il insista sur le rôle néfaste que, d'après les activistes, le VNV avait joué. La conclusion était la suivante :

« Lorsque la Flandre sera à nouveau libérée, ces éléments ne pourront revenir. A ce moment-là, il n'y aura plus de parti qui aura pratiquement toutes les fonctions en main et qui sera profondément anti-allemand. Il n'y aura plus de chefs d'arrondissement, qui, lorsqu'ils entendent parler de la conception du Reich, s'en vont atterrés en disant : « C'est pangermanique, nous n'y participons pas » » (289).

Ces opinions ne concordaient pas avec les intentions de la *Landsleiding*. Se préparait-il déjà une nouvelle lutte pour le pouvoir dans les rangs du dernier carré des collaborateurs ? (290).

Comme dernier point de l'exposé de Van de Wiele, Diehl nota la création d'un *Flämische Volksrat* qui aurait comme mission d'assurer une relation étroite entre les dirigeants et le peuple et qui devait d'autre part veiller à ce qu'il n'y ait pas d'excès politiques. Ce *Volksrat* aurait été l'extension du conseil consultatif de la *Landsleiding* (291). Van de Wiele avait également déjà préparé

(286) « Au quartier général d'Himmler, on décida à cette époque (lors de l'offensive des Ardennes) qu'en vue de la réoccupation de la Belgique, je deviendrais *Landsleider* d'un gouvernement belge. Degrelle faisait partie de ce gouvernement et s'appelait « Le Chef du peuple wallon ». Nous étions tombés d'accord pour maintenir les ministères administratifs belges et pour les répartir entre Flamands et Wallons ». Déclaration de Van de Wiele devant le tribunal militaire d'Anvers, lors de son procès, d'après le compte rendu paru dans le *Standaard* du 14 novembre 1947.

(287) ED.

(288) *Rijk en Socialisme*, dans *Balming*, 9 décembre 1944.

(289) *De Waag*, 15 décembre 1944.

(290) JVDW ne l'estimait pas exclu.

(291) Voir note 120.

en détail la répartition du personnel administratif et la structure interne du nouvel Etat. Un rôle primordial était réservé dans cet Etat au parti qui devait devenir l'instrument moral de l'Etat. Ce parti ne comprendrait que peu de membres afin de garder l'idéal intact (292).

## LA FIN

L'échec de l'offensive des Ardennes mit un terme aux plans de retour en Flandre. Hitler donna l'ordre à von Ribbentrop de traiter dorénavant toutes les affaires flamandes et wallonnes de façon dilatoire (293). C'est en effet le 13 janvier que débuta la retraite des troupes allemandes (294). Le 25 janvier Krug von Nidda eut un entretien avec Van de Wiele qui était revenu « *aus dem Belgischen Raum* ». Krug von Nidda expliqua à Van de Wiele qu'il ne fallait plus dresser des plans pour les temps à venir. L'essentiel était de combattre et dès lors il importait surtout de renforcer la division *Lange-marck* (295). Dans la situation présente, les problèmes flamands-wallons ne se posaient plus de façon si aiguë. Van de Wiele profita de l'entretien pour essayer d'obtenir un émetteur radio plus puissant. Il motiva cette requête en soulignant que pour la formation des mouvements de résistance en Belgique et pour inciter aux troubles contre le gouvernement Pierlot, il était souhaitable de pouvoir disposer d'un émetteur propre par lequel des personnalités flamandes, tels Borms, Verschaeve et lui-même, pourraient faire leur propagande.

Jusqu'ici, la formation d'organisations de résistance en Belgique au départ de l'Allemagne n'a été qu'évoquée dans ces pages (296). Le 16 septembre 1944 pourtant, Kaltenbrunner avait été chargé par Himmler de l'organisation des mouvements de résistance dans les territoires évacués par les Allemands. Toutefois, l'organisation progressa très lentement. On avait évidemment engagé des volontaires pour ce qui recevrait le nom de *Jagdverband* (297), mais le 5 décembre 1944 Krug von Nidda souligna qu'il incombait à l'*Auswärtiges Amt* de convaincre Van de Wiele de créer une « Légion de libération flamande ». A cette époque on forma des « activistes » pour le sabotage et pour les services de renseignement (298). Le fameux Skorzeny fut plus particulièrement chargé de la formation et de la mise en œuvre de ces résistants.

(292) JVDW. A comparer avec *Eine kleine Truppe zuverlässiger Fanatiker sei mehr wert als eine grosse Partei* (Une petite troupe de fanatiques convaincus, vaut plus qu'un grand parti), ce que Von Ribbentrop conseilla à Degrelle, lors de leur entretien du 8 décembre 1944. Cfr. le rapport rédigé par Schmidt, le 10 décembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(293) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 102.

(294) KTB/OKW, IV, 2, p. 1342.

(295) Note de Krug von Nidda, 25 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(296) Voir p. 256, note 237.

(297) Interview de W. Roland.

(298) Note de Krug von Nidda, 5 janvier 1944.

Il raconta que des Français, des Belges, des Hollandais et des Norvégiens se présentaient pour créer des organisations de résistance dans leurs pays respectifs. Skorzeny trouvait cela assez insensé. Un mouvement de résistance sans la collaboration d'une grande partie de la population était en effet un enfant mort-né (299).

Le 12 décembre 1944, au cours d'un entretien entre Krug von Nidda et Grohé, on souligna une fois de plus l'importance d'activer les troubles existant en Belgique et de construire un mouvement de résistance, qui pourrait mettre le gouvernement Pierlot et les alliés en difficulté. Au cours de la discussion, il apparut toutefois que certains *Frontgänger* avaient été arrêtés et exécutés, de telle sorte qu'il fallait en former d'autres (300). Durant cette période, des saboteurs flamands furent envoyés en Belgique (301). Nous ne savons toutefois pas si leur action fut effective. Le fait que l'on insistait sans cesse sur la nécessité de soutenir et de promouvoir de telles actions, ne témoigne certes pas d'un grand succès. Le 6 janvier 1945, l'*Auswärtiges Amt* discuta encore de l'organisation de la résistance en Belgique avec le RSHA, l'*Amt III* et l'*Amt IV*. Cette action devait être accélérée. Skorzeny continua à former les volontaires susceptibles d'entreprendre une telle action (302).

Après leur retour de Wahn les membres de la *Landsleiding* furent à nouveau dispersés. La dernière grande réunion se tint à Aussig, au cours du mois de février, quelques jours avant les bombardements de Dresde (303). Le moral y était très bas. La plupart des personnes présentes avaient le pressentiment que ce serait la dernière réunion, si la situation continuait à évoluer dans le même sens (304). Verschaeve nota dans son journal :

« Tout espoir de revoir la Flandre, espoir redevenu vivace lors de l'offensive des Ardennes à la Noël, s'éteignit tel un feu de paille et la Flandre fut perdue de vue, ou repoussée au loin sur un fond de ténèbres par le déferlement des Huns modernes » (305).

La *Landsleiding* n'avait plus la possibilité de travailler. Les membres étaient dispersés partout. Les bombardements incessants rendaient tout contact impossible. Le *Landsleider* resta auprès de l'état-major de la division et partira également plus tard pour le front de l'Est (306).

(299) OTTO SKORZENY, *Geheim Kommando Skorzeny*, Hansa Verlag Josef Toth, 1950, p. 267.

(300) Rapport de Krug von Nidda, concernant son entretien avec Grohé le 12 décembre 1944, daté du 14 décembre 1944 (A.G.D.G., Krug von Nidda).

(301) RVR.

(302) Note de Krug von Nidda, 6 janvier 1945 (A.G.D.G., Krug von Nidda). L'*Amt III* du RSHA était chargé de la *SD-mässige Ueberwachung des Volkstums in Belgien*, le contrôle du SD sur le travail concernant la *Volkstumspolitik* en Belgique. L'*Amt VI* était le service de renseignements pour l'étranger.

(303) Dresden fut bombardé les 13 et 14 février 1945. Voir SIR CHARLES WEBSTER - NOBLE FRANKLAND, *The Strategic air Offensive against Germany 1939-1945, Vol. IV: Annexes and appendices*, London, Her Majesty's Stationery Office, 1961, p. 485.

(304) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 9.

(305) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 693.

(306) *Vlaanderen Vrij*, 20 avril 1945, article *De Führer verjaart* par Johan Sacré : « Pour cette ultime chance, la *Vlaamsche SS-Divisie Langemarck* se trouve avec le *Landsleider* au front de l'Est ».

La seule chose qui importait encore était de combattre. Le *SS-Polizei-bataillon*, créé par R. Lagrou, qui à l'origine devait devenir une véritable formation de police et pour laquelle on fit appel à des personnes ayant servi dans les rangs de la gendarmerie ou de la police, fut incorporé à la division (307). Même durant le dernier mois, les 11, 12 et 14 avril, *Vlaanderen Vrij* lança encore des appels aux « fonctionnaires flamands de l'ancienne gendarmerie et de l'ancienne police ». Ils devaient rejoindre la *SS-Polizei-Brigade Vlaanderen*. En théorie le bataillon était donc encore agrandi pour former une brigade. Le régiment de la jeunesse dont il avait été question lors de la création de la *Vlaamse SS-Divisie*, devint finalement un bataillon. Le 6 mars Axmann, *Jugendführer der NSDAP*, envoya un télégramme à Himmler. Il demanda l'autorisation d'intituler le bataillon *SS-Freiwilligen-bataillon Hitlerjugend-Flandern*. Le bataillon comprenait quatre compagnies. Tous les chefs de compagnie et de peloton étaient des Flamands, la plupart d'anciens dirigeants de mouvements de jeunesse. Tous étaient des volontaires (308). Axmann ajoutait encore qu'ils avaient tous abouti dans le bataillon en passant par les camps d'entraînement militaire et sportif (309). Au fond Van de Wiele voulait que ce bataillon soit essentiellement un moyen de formation pour ces jeunes qui deviendraient plus tard des officiers de la *Waffen-SS* (310). Cela correspondait à la réponse donnée par Himmler. Le RFSS fit savoir à Axmann que le nom proposé ne pouvait être accordé que par le Führer. Il espérait toutefois que la formation serait excellente, puisqu'il s'agissait des futurs officiers et sous-officiers de *Langemarck* (311). On ne voulait pas que ces jeunes soldats combattent au premier rang mais ce vœu dut céder le pas aux réalités. Lorsque les Russes forcèrent vers le 20 avril les rangs du groupe de combat *Langemarck* — on ne parlait déjà plus de division — le bataillon de la jeunesse fut attaqué dans le dos. Vers le 25 avril il fut anéanti dans les environs de Prenzlau. Les mémoralistes racontent qu'il lutta courageusement (312). La division ne put jamais agir comme un ensemble. Dès que les unités avaient fait suffisamment l'exercice, elles étaient envoyées au front. Le 11 février, des unités de la division combattirent lors de la dernière offensive entreprise par les troupes allemandes en Poméranie pour briser l'attaque russe. A partir de

(307) Note du *SS-Untersturmführer* Dotzauer, au sujet d'une discussion avec Van de Wiele, le 17 mars 1945 : « Der Landesleiter teilt mit, dass nach einer Entscheidung des Führungshauptamtes das Polizei-Bataillon in die Division übernommen wird. Besoldung der ehemaligen Polizeifreiwilligen durch das Reichssicherheitshauptamt fällt damit weg ». (Le *Landsleider* communiqua qu'après une décision du *SS-Führungshauptamt* (commandement militaire de la *Waffen-SS*), le bataillon de Police a été repris dans la division. Le paiement de la solde des anciens volontaires de la police par le RSHA ne sera donc plus effectué) (*A.G.D.G.*, VI.L.L.).

(308) JVDW insista encore sur le fait que ces jeunes gens voulaient aller le plus rapidement possible au front.

(309) *GRMA*, T. 175, R. 66, fr. 2581974.

(310) JVDW.

(311) *GRMA*, T. 175, R. 66, fr. 2581972.

(312) W. TIEKE, *op. cit.*, p. 220 : *Zur K.G.R. stösste noch das Jugend-Btl. 27, das sich unter Hstuf. Stange tapfer schlägt. Aber am 25 April wird Prenzlau von den Sowjets genommen*. Egalement JVDW. Egalement F. STEINER, *Die Freiwilligen, Idee und Opfergang*, Göttingen, Plesse-Verlag, 1963, p. 335.

ce moment-là, il n'y eut plus que des batailles d'arrière-garde, des têtes de pont qui devaient être défendues jusqu'à la mort. Au début d'avril, les dernières réserves de Soltau furent transférées vers le front de l'Oder. Alors commença la retraite, ce fut la fin et l'emprisonnement (313).

## QUELQUES CONCLUSIONS

Nous avons essayé d'esquisser la phase finale de la collaboration des milieux flamands, les dernières activités de ceux qui croyaient pouvoir obtenir une amélioration de la situation de la Flandre, avec les Allemands, avec le national-socialisme et surtout avec le *Führer*, en qui ils avaient une confiance aveugle.

Dans cette phase finale un groupe politique s'est constitué en Allemagne, qui a pris en fin de compte la forme d'un gouvernement d'émigrés. Des plans furent forgés en vue de gouverner et de transformer la Flandre après le retour, considéré comme certain. Les personnes qui se rencontrèrent au sein de la *Landsleiding* étaient convaincues que plus rien ne pouvait être fait en faveur de la Flandre en dehors d'une victoire allemande.

Des sources consultées il ressort que la *Landsleiding* voulait une Flandre s'appuyant sur l'Allemagne, mais qui ne perdrait toutefois pas son identité propre. Beaucoup, au sein de la *Landsleiding*, croyaient à l'idée de l'empire germanique et pensaient trouver dans cette unité la force et le soutien nécessaire à la réalisation de « leur » Flandre. L'abbé Verschaeve en était le plus fervent partisan. Pour d'autres, dans la Flandre devenue indépendante, le « socialisme » pourrait être réalisé. Dans quelle mesure, le Flamand « moyen » présent en Allemagne à cette époque, était-il conscient de l'existence même et des projets de la *Landsleiding* ? dans quelle mesure cette dernière le représentait-elle ? ces questions restent ouvertes. Une étude plus approfondie de la vie quotidienne des émigrés et de leurs idées et perspectives s'impose.

Tout gouvernement d'émigrés forge évidemment de beaux plans. L'euphorie née de la conviction d'emporter finalement la victoire, et le manque de contact avec la situation politique réelle suscitent souvent des projets parfaitement agencés et pleins de bonnes intentions. Dès lors il est intéressant pour l'historien de pouvoir étudier les deux volets de l'affaire, à savoir les plans et leur application. Mais nous n'avons pu le faire ici. En termes musicaux, nous pourrions dire qu'il s'agit d'une symphonie inachevée, à laquelle il est mis fin dès l'ouverture. L'espoir de retourner en Flandre était vif jusqu'à l'offensive des Ardennes. Mais après ce point culminant il faiblit rapidement pour disparaître totalement même avant la fin complète de la guerre en Europe.

(313) W. ROLAND, *op. cit.*, p. 170 et p. 189.

## INDEX DES TERMES ALLEMANDS

- Abschnitt* : Secteur, section.  
*Ahnenerbe* : Héritage des ancêtres.  
*Aussenstelle* : service détaché.  
*Betreuung* : Soins et protection.  
 (DAF) *Deutsche Arbeitsfront* : Front du travail allemand.  
*Gau* : division territoriale du parti national-socialiste, ± province.  
*Höherer SS- und Polizeiführer* : Représentant direct du Reichsführer-SS dans chaque circonscription militaire ou dans chaque territoire occupé. Le HSSPF était chef de la police allemande, contrôlait la police du pays et était aussi la seule autorité compétente pour la politique ethnique (*Volkstumspolitik*).  
*Kreiscommandantur* : commandement militaire territorial pour un arrondissement.  
*NSB (Nationaal Socialistische Beweging)* : mouvement fasciste néerlandais, dirigé par A. Mussert.  
*NSKK (Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps)* : Corps de transport national-socialiste.  
*NSV (Nazionalsozialistische Volkswohlfahrt)* : Service national-socialiste pour le bien-être du peuple.  
*Rasse- und Siedlungsamt* : dépendance du *Rasse- und Siedlungshauptamt*, direction SS de la race et du peuplement.  
*RFSS : Reichsführer SS*, Himmler.  
*RSIIA (Reichssicherheitshauptamt)* : Administration centrale de la sûreté. Elle coiffe le SD et l'ensemble des polices du Reich.  
*Sammellager* : Centre d'accueil, camp de rassemblement.  
*SD (Sicherheitsdienst)* : services de sûreté du Reichsführer-SS.  
*Sipo (Sicherheitspolizei)* : police de sécurité.  
*SS-Ersatzkommando* : Bureau de recrutement et de remplacement SS.  
*SS-Führungshauptamt* : Office central de direction SS, principalement pour des questions militaires. Sert en quelque sorte d'état-major de la *Waffen-SS*.  
*SS-Hauptamt* : Direction générale des SS, dirigé par G. Berger.  
*Standaardleider* : traduction néerlandaise de *Standartenführer*, colonel, commandant un régiment SS (*SS-Standarte*).  
*VNV* : Vlaams Nationaal Verbond.  
*Volksgrenadierdivision* : division d'infanterie formée à partir de juillet 1944, conçue dans une optique plus politique par le RFSS.  
*Volkgruppenführer* : Chef d'un groupe ethnique.  
*Zivilverwaltung* : administration civile.